

## **RAPPORT D'ACTIVITES 2020**

*Présenté par Dominique Lévêque, secrétaire général*

### **Introduction**

**Ce que nous sommes, p 2**

**Utilité sociale et politique du PRÉ, p 3**

**Membres & sympathisants, p 5**

**Production, p 6**

**Activités, p 8**

**Conseil scientifique, p 9**

**Moyens, p 11**

### **Conclusion**

## Introduction

Nous vivons un temps hystérique et atone à la fois. On doit faire avec une « guerre » contre la Covid 19 et ses variants, tout en devant lutter contre les dérélictions sociales, économiques et morales qui s'ensuivent, l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, le poids des fatalismes, les activateurs de désespoir, les attaques contre la raison, une crise épistémologique, le brouillard idéologique, la montée des ultraconservatismes et du confusionnisme, le regain de moralisme, l'explosion de la consommation des anti-dépresseurs, mais aussi et surtout tout en ne baissant les bras contre le **dérèglement climatique** qui lui est toujours à l'œuvre et manque singulièrement de combattants, de logisticiens et de stratèges au plus haut niveau des Etats et des organisations internationales englués dans une certaine procrastination. Nous devons également nous préoccuper de l'érosion de la « biodiversité » des insectes et de ses conséquences écologiques, ainsi qu'économiques, tout en devant faire face à l'ultracréditarisme, cet art de parler avec assurance de ce que l'on ne connaît pas qui semble affecter de plus de plus de personnes, mais qui a eu le mérite au moins de nous apprendre un nouveau mot...

Une question cependant taraude : en clamant *urbi et orbi* qu'il faut « combattre les gaz à effet de serre », ciblons-nous le bon ennemi ? Nonobstant le fait que si l'ambition est louable, sans doute nécessaire, sa traduction est toujours remise à plus tard. Cela fait plus de 10 ans pour le PRé, 30 ans pour beaucoup d'entre nous, que nous essayons de convaincre de la nécessaire transition écologique & énergétique, de la lutte contre l'emballement climatique, et pourtant rien ne bouge, ou si peu. Et si on essayait sereinement de se poser la question de ce à quoi nous sommes dépendants ou interdépendants, celle de nos obstacles, de revoir nos manières de communiquer (Cf. dernier livre de notre collègue et ami Thierry Libaert : *Des Vents porteurs. Comment mobiliser (enfin) pour la planète*) ?

Notre ambition, notre démarche au sein du PRé, est et reste lucide, *pragmatiste* « en ce sens que notre pragmatisme n'est pas rhétorique, qui nommerait réalisme l'application de dogmes, sans souci des résultats pratiques.

*A l'inverse, c'est un pragmatisme qui invite à produire des effets sur le réel, en se coltinant ses rugosités* ».

Et nous restons, on peut le dire ici, assez réfractaires au conformisme et aux poncifs (sic !)

## CE QUE NOUS SOMMES

Fondé en 2010 par des citoyens engagés, par des acteurs politiques, économiques et sociaux, avec le soutien d'universitaires et de chercheurs, dans une démarche coopérative, le groupe de réflexions sociales et politiques *Pour une République écologique* (dit le PRé), s'est fixé pour but de conjuguer écologie et République. Il s'est voué à la production d'analyses, d'idées et de débats, de solutions politiques nouvelles et à la promotion de nouveaux rapports sociaux, de production et de consommation.

Son positionnement est celui d'un *think & do tank* privilégiant l'approche politique des thématiques environnementales, des problématiques et des enjeux de la transition écologique et énergétique, s'efforçant d'allier environnement et justice sociale, en interrogeant les termes d'une écologie sociale susceptibles d'assurer une *transition juste* pour l'ensemble des populations.

A l'aube du XXIème siècle la question écologique est devenue d'une urgence politique évidente pour l'ensemble de la planète. En France, l'idée de la chose publique, du bien que chacun possède en commun, est indissociable de la pensée universelle des Droits de l'Homme. Cette idée n'a rien perdu de sa modernité qui se traduit aujourd'hui dans la volonté écologique d'une amélioration durable des conditions de vie. Elle est donc la mieux placée pour donner sens à cette belle idée.

Les termes de la présentation du PRé de novembre 2010 n'ont pas changé : « *L'ambition du PRé est de penser une écologie qui fasse siennes les valeurs républicaines françaises d'Universalité. Quoi de plus évident, en effet, que d'inscrire l'écologie dans la logique d'une recherche d'un bien public propre à l'idéal démocratique moderne, dont les limites, ne se réduisent plus à l'échelle d'une nation, mais s'élèvent, via l'Europe, à toute la planète.*

*Le PRé estime urgent de replacer la conquête de l'autonomie de l'homme dans la lignée d'un progrès bénéfique à l'ensemble de l'humanité. C'est pourquoi l'idée républicaine est, pour nous, consubstantielle à l'idéal*

*Pour une République écologique / Rapport d'activités / Conseil des membres du 17-12-2020*

*écologique. Et en même temps, si l'écologie est issue de la prise de conscience des effets de l'action humaine sur la nature, elle est indissociable de la démocratie. L'idée, selon laquelle, la transition écologique est une impérieuse nécessité, a fait son chemin dans les consciences.*

*Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas nous passer d'une certaine croissance pour relancer l'emploi, mais nous voulons inventer une croissance qui associe la question sociale, à une écologie soucieuse d'assurer du travail au plus grand nombre, d'offrir un style de vie à la fois plus sûr, plus prospère, mais aussi plus juste dans la répartition des richesses, et donc plus démocratique et républicaine.*

*Une révolution est nécessaire : celle de notre rapport à la production, à la consommation et à la croissance. L'écologie pour nous n'est pas un outil de repentance. Nous voulons juste que les sociétés modernes soient le terrain d'émergence d'une nouvelle définition de la satisfaction des besoins, compatible avec ceux des pays en voie de développement comme des pays émergents et ceux du reste du monde.*

*Après trente années d'une recomposition mondiale de l'économie, la période est propice aux grands investissements dans le secteur de l'environnement, dans l'énergie, le verdissement de nos modes de production électriques. Nous vivons une époque d'innovations, qui permet d'imaginer des financements nouveaux, pour des techniques nouvelles : la rénovation thermique des bâtiments et des logements, l'éco-mobilité, la re-localisation d'activités industrielles, le soutien aux produits de haute qualité environnementale ou encore l'aide à l'agriculture raisonnée et biologique. Dans tous ces domaines l'offre est déjà en dessous de la demande de citoyens bien conscients de la nécessité présente de politiques écologiques et tout à fait prêts à une révolution innovante, circulaire, concrète et collaborative.*

*Espace d'échanges et de production d'idées, de critique sociale et d'expertises, à bonne distance des organisations politiques, ni trop près, ni trop loin, le PRé, devenu Think & do Tank d'une conception républicaine de l'écologie, entend promouvoir l'art du possible et modestement contribuer à la réhabilitation de la politique par la pensée et l'action. »*

## **UTILITE SOCIALE ET POLITIQUE DU PRÉ**

Chaque année, nous nous posons la même question : celle de notre utilité.

C'est devenu presque un rituel. Et comme à chaque fois, nous pouvons apporter un premier élément de réponse : au-delà de son objet, le PRé nous permet de pratiquer notre goût de la fraternité humaine et d'aller au-delà de l'indignation et de l'entre soi. Sinon de penser ensemble, du moins de progresser ensemble. Ce qui n'est déjà pas rien. Alors évidemment l'année 2020, avec les mesures prises suite à la Covid, n'a pas été franchement propice à une pratique sensible, physique de cette fraternité.

Pour tenir un tableau d'indices d'intérêt, l'on peut confirmer l'intérêt intact pour le PRé comme espace de convivialité et de sens, chez nos soutiens dont l'appétence pour la chose publique et les questions d'évolution de la société restent les mêmes. Y compris, comme constaté depuis 2016, chez ceux d'entre eux qui ont tourné la page des formations politiques traditionnelles ou sont interrogatifs, dubitatifs, voire hostiles quant au nouveau cadre partisan qui peine à émerger depuis 2017.

Une chose est sûre : les amis du PRé ont toujours autant faim de sens, tant sur l'évolution du monde, de l'Europe, de la France, que sur l'évolution de leur propre existence, quand ce n'est pas de ce qu'ils vivent comme une non-existence depuis 10 mois. Mais ils continuent d'exprimer leur besoin de quelque chose de différent, qui leur ménage la possibilité d'échanger, comme leur envie d'un « convivialisme » qui permette de résister à l'air du temps et de ne pas adopter la stratégie de l'huître.

En conséquence de quoi, le PRé paraît toujours aussi utile, même s'il peine depuis un an à transformer l'intérêt des sympathisants qui envisagent majoritairement des coopérations ponctuelles, à leur guise, essentiellement électroniques... Ce qui nous conduit à devoir continuer à nous adapter. Certes, la Covid, les confinements, le couvre-feu, les règles de sécurité sanitaires n'aident pas...

Alors oui, comme l'an dernier à la même époque, nous avons le sentiment que le PRé est toujours utile et ses travaux toujours aussi d'actualité.

Rappelons l'article II des statuts, relatif à l'objet du PRé qui dispose que « *Le but de l'Association est, dans le cadre d'un attachement affirmé aux valeurs humanistes qui placent l'homme au cœur de toute démarche collective, de renforcer le lien entre République et Écologie. Ainsi elle se propose de regrouper celles et ceux qui sont également attachés aux valeurs républicaines et au combat écologique et désireux de mettre leur enthousiasme, leur expertise ou leur expérience au service d'une conception républicaine de l'Écologie.* ».

Notre angle d'analyse est ouvert et nous ne répugnons pas aux échanges contradictoires. Nous essayons de cultiver le dialogue, ce beau mot inventé par les Grecs. Nous empruntons volontiers aux Modernes comme aux Anciens, à la philosophie sociale d'un Proudhon ou d'un Dewey, par exemple, desquels nous sommes sur certains registres proches, par notre attachement au mutualisme, au développement individuel, notre positionnement anti-autoritariste, la recherche d'une société durable qui n'exclut pas par principe des formes d'auto-organisation ici ou là, notre intérêt pour la démocratie associative, comme pour ce projet « social-écologiste » que nous essayons de promouvoir.

Notre ADN fait que la réalité et l'imaginaire ne sont pas pour nous antinomiques. Ce dialogue du réel et de l'utopie surgit régulièrement depuis la création du PRé en 2010. Il va jusqu'à se pratiquer en chacun de ses membres.

Cette tension se faufile sans arrêt dans nos propres repères individuels. Nous ne croyons pas que le réel doive se limiter à ce qui existe. Nous « militons » pour que les frontières de l'impossible soient repoussées grâce à une meilleure connaissance du poids tyrannique du passé comme celui des imperfections de chacune et chacun (pas seulement celles de nos gouvernants, mais aussi celles que l'on perçoit le matin dans sa salle de bain, devant sa glace, ou en fin de journée quand un fait un rapide bilan de ce que l'on a fait de positif et d'utile, mais qui sont vite oubliées dans les apéros en visio et la litanie de nos dénonciations ordinaires).

Certains de nos lecteurs ont vite fait de nous caractériser quand ils voient notre référence à Dewey, nos chemins buissonniers vers Thoreau, combien Proudhon nous inspire, ou quand il nous arrive de publier Vaneigen ou Corcuff ou encore de citer l'auteur d'*Ecology of Freedom*, Murray Bookchin (sic !). Nonobstant les ressources intellectuelles essentielles que sont pour le PRé Maurice Merleau-Ponty et Emmanuel Levinas, entre autres. Cependant que ce qui nous différencie d'un courant d'idées plus spécifiquement libertaire par exemple est assurément notre rapport à l'Etat et au fédéralisme.

Si nous ne détestions adjectiver à tout va (comme le font certains sur la laïcité par exemple), et si nous étions dans les années 1990, on pourrait cependant presque qualifier ce chemin de traverse par l'expression paradoxale de social-écologie libertaire. Social-écologie, pour l'action au sein des institutions, sa volonté de lier enjeux écologiques et question sociale, et sa vision de l'à-venir. Libertaire, pour l'arrachement à la tendance normalisatrice de ces mêmes institutions. Alors certes, cette visée est loin d'être la tasse de thé de certains anarchistes satisfaits de leurs poses face au monde. Ou des technocrates purs et durs, non moins satisfaits de leur savoir. Les premiers croyant dur comme fer avoir des droits de propriété sur l'utopie, et les seconds, sur le réel.

Ce n'est pas que nous nous plaignons, au PRé, à cultiver un tel paradoxe devant la complexité du monde, mais nous avons juste l'envie de tenter, fusse de manière gauche, de se définir en positif, en ne se contentant pas d'une étiquette négative limitée (Cf ; l'anti-libéralisme ou l'anti-ultra libéralisme des mouvements sociaux des dernières années). Car ces dernières années (depuis la fin des années 90), tant le réel de la politique institutionnelle que le réel de la critique sociale apparaissent en mal d'utopie.

Il ne nous froisse donc pas - bien au contraire - que l'utopie puisse nourrir le réel et inversement le réel, l'utopie. Mais nous restons lucides : nous ne méconnaissions pas qu'à certains moments de l'histoire, la société a été malade d'un trop-plein d'utopie et, à d'autres, de trop peu d'utopie.

Laquelle de ces deux situations vivons nous aujourd'hui ?

Le PRé s'efforce d'interroger en permanence ses fondamentaux, comme certains questionnements écologistes dans ses discussions critiques tels que l'éthique de la responsabilité écologique, la philosophie politique de la nature, la sociologie du risque, ou encore le pragmatisme philosophique. Comme de dessiner depuis 2010, de donner à voir aux formations politiques et aux citoyens, un nouveau projet politique, un projet de société qui manque cruellement

actuellement. Nom de code provisoire (faute de mieux) : « social-écologie ». Quelque chose qui puisse nous protéger du « viol des foules par la propagande » tous azimuts...

## MEMBRES ET SYMPATHISANTS

On dénombre quelques 400 membres ou sympathisants, soient, malgré les difficultés que nous signalions précédemment, un peu plus de 100 nouveaux venus par rapport à l'an dernier à la même époque. Ce qui constitue une marge de progression honnête - quasi surréaliste compte tenu du contexte - quoi que nous puissions en penser au niveau des instances du PRé où l'exigence se renforce presque en proportion des difficultés que nous rencontrons depuis un an !

Il n'est pas rare de constater que près de 300 des membres sont régulièrement en ligne.

Les membres et sympathisants du groupe réagissent, commentent ou publient plutôt le jeudi, à équivalence avec le dimanche (où seules sont publiées les chroniques culturelles du week-end dans la rubrique « Tutti Frutti »), ainsi que le lundi et le mercredi dans une légère moindre mesure.

La proportion d'hommes et de femmes a légèrement varié : 56,5% d'hommes et 43,5% de femmes (contre 53,5% d'hommes et 46,5% de femmes en 2019) qui fréquentent notre site Web, notre page FB ou notre compte Tweeter, suivent nos activités et notre production. Dont un « noyau dur » de *followers* de plus de 80 personnes, quasi équivalent à ce que nous avons constaté en 2019. A titre indicatif, on a comptabilisé 203 membres « actifs » ces trois derniers mois.

Les membres et sympathisants se concentrent majoritairement sur Paris et l'Ile de France, encore trop modérément en régions, et dans une moindre mesure dans les Dom-tom. On en compte aussi au Royaume-Uni, Belgique, États-Unis, Italie, Roumanie, Suisse, Brésil, Espagne, Mali, Danemark, Croatie, Suède, Algérie, Sénégal, Canada, Macédoine, Tchad, Birmanie, République démocratique du Congo, Israël, Guernesey, Allemagne, Vietnam, Togo, Autriche, Pays-Bas.

Soit dans 26 pays (contre 11 en 2019). Ce qui est une très bonne surprise et prouve que nous avons eu raison de tenter de visibiliser le PRé à l'extérieur de l'hexagone et de chercher à mettre en place un réseau de correspondants étrangers. Mais qui, de fait, met la barre un peu plus haut en termes de production du PRé et de réponses aux attentes des nouveaux venus.

### **Le conseil des membres est actuellement composé comme suit :**

Vincent Berthiot  
 Arielle Garcia  
 Eric Chevaillier  
 Valentin Depenne  
 Moegnan Marie-Hélène Doho  
 Patrice Grelon  
 Stanislas Hubert  
 Thierry Jové-Dejaiffe, trésorier  
 François-Michel Lambert, vice-président  
 Laure Lechatellier  
 Jacques Lemerrier, Président  
 Dominique Lévêque, secrétaire général  
 Thierry Libaert  
 Didier Maciocia  
 Céline Marcotte  
 Janine Maurice-Bellay  
 Gilles Sohm  
 Claudie Violette

N.B : Nous sommes heureux de retrouver Valentin Depenne, le benjamin du conseil des membres (ancien vice-pt étudiant du conseil d'administration de l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne, au moment où il avait intégré le conseil du PRé) qui, après avoir été reçu au Barreau de New York en octobre 2019, a finalement fait le choix de rentrer au pays pour y intégrer le Secrétariat général des Affaires européennes (SGAE, service du Premier ministre français), afin de contribuer à préparer la présidence française du Conseil de l'Union européenne prévue pour le premier semestre 2022.

## PRODUCTION

Le travail de production éditoriale, intellectuelle, d'analyse et de production d'idées reste honorable, compte tenu de notre taille, même si en deçà de ce qui a pu être réalisé en 2019. Nous aurions voulu faire plus et mieux. Encore qu'il faille relativiser et se souvenir que la Covid 19 et les différents confinements et autres couvre-feu ont largement enrayé notre façon de travailler, de coopérer. Et le contre coup du 2<sup>ième</sup> confinement fut assez fatal. Nous avons cependant positivement progressé en termes de réactivité aux questions d'actualité, un registre sur lequel nous péchions auparavant, mais cela s'est fait un peu au détriment de notre réflexion de fond, notamment les 5 derniers mois de 2020.

Notons tout de même le gros travail réalisé pour sortir *10 Propositions écologiques et sociale du PRé*, dont l'idée a germé en mars 2020, qui fut quasi bouclé en juin et affiné en juillet. Et dans le même temps, celui réalisé lors du premier confinement, à l'occasion du lancement de la série « Le monde d'après, c'est maintenant ».

Un effort doit être fait pour produire plus et plus régulièrement des articles du PRé - ou présentés par ses membres, et revenir au moins au rythme d'avant.

Il convient de poursuivre l'élargissement du cercle des rédacteurs et de s'évertuer à trouver de nouveaux contributeurs, y compris extérieurs, pour les articles, comme pour la préparation et la rédaction de *Notes* thématiques (dont le format reste plus approfondi, plus documenté que les articles de base du Blog).

**De septembre 2019 à décembre 2020, le PRé a publié divers articles, Notes, billets et tribunes, soient quelques 180 publications - hors posts journaliers de Carole Aurouet in rubrique Tutti Frutti pendant les 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup> confinement (Voir liste en Annexe 1).**

### **Il convient ici de remercier tous les contributeurs, spécialement les contributeurs extérieurs.**

Nos remerciements vont aussi aux animateurs de la rubrique Tutti Frutti (qui rassemble les chroniques du week-end, « *Chroniques et rendez-vous culturels, éco-gastrosophiques, pour « cueillir le jour » au sens du fameux carpe diem emprunté au poète latin Horace. Parfois même humoristiques sic !* »): **Jean-Claude Ribaut, Dominique Painvin, Timothy Adès, Carole Aurouet et Vianney Huguenot.**

Et plus particulièrement notre ami britannique Timothy Adès pour la régularité métronomique de ses posts poétiques dominicaux, à la faveur desquels il lui arrive aussi d'évoquer sa grande sensibilité pour les enjeux de la transition écologique, et ses propres engagements. Egalement Carole Aurouet, qui a su remarquablement nous insuffler du plaisir, de la joie et de l'enthousiasme, et pendant le premier confinement et pendant le second avec des posts quotidiens (« *Chaque jour, un sourire contagieux pour embellir la journée* » et « *Le cinéma de Carole* »), tout en s'acquittant de son travail universitaire et de son enseignement en direction de ses étudiants, rendus nettement plus compliqués et plus fatigants avec les webinaires.

Nous remercions également les membres du CS (conseil scientifique) du PRé pour leur contribution amicale aux réflexions collectives du PRé. Et tenons à signaler les dernières publications personnelles des conseillers suivants :

**Elisabeth Antébi**, sur le point d'intégrer le CS (écrivain, historienne, spécialiste de l'image et de l'écrit, journaliste de presse écrite et audio-visuelle à partir de 1967, animatrice de télévision, vulgarisatrice sciences et techniques, réalisatrice - notamment *Les Evadés du Futur*, film TV sur la science-fiction diffusé en 1973, avec Isaac Asimov, Ted Sturgeon, John Brunner, Norman Spinrad, et l'une des rares interviews de Philip Dick), auteur, éditeur, Elisabeth Antébi s'est très tôt intéressée aux enjeux de la question écologique. A Stockholm, en 1972, elle filme le premier congrès international sur la pollution où l'on voit défiler la cohorte tragique des pêcheurs de Minamata,

empoisonnés au mercure. Elle collabore au magazine écologique mensuel *Le Sauvage* publié par le *Nouvel Observateur* ; également comédienne : *La Chatte au Village des Livres* (éd. Maia, octobre 2020)

**Henri Bergeron** (directeur de recherches CNRS, enseignant à Sciences Po, membre du Centre de sociologie des organisations et du laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques). Membre de la commission nationale de déontologie et des alertes en santé publique et environnement du ministère de la Transition écologique et solidaire (2021) : *Covid-19 : une crise organisationnelle*, par Henri Bergeron, Olivier Borraz, Patrick Castel, et al. (Presses de Sciences Po, 2020) ; *Le difficile gouvernement de la santé par le marché. Le cas des chartes d'engagements volontaires de progrès nutritionnels*, par Olivier Pilmis, Henri Bergeron (Revue Sciences sociales et santé 2020/1 (Vol. 38) ; *Politiques sanitaires et Covid-19* (Revue Après-demain 2020/3, N ° 55, NF)

**Daniel C Esty** (Professeur de droit et de politique environnementale à l'Université de Yale; directeur du *Yale Center for Law and Environmental Policy* et administrateur du *Center for Business and the Environment* à l'Université de Yale qu'il a fondé en 2006) : *Values at Work: Sustainable Investing and ESG Reporting* (edited with Todd Cort), New York: Palgrave Macmillan (forthcoming Fall, 2020), *A Better Planet: 40 Big Ideas for a Sustainable Future* (editor), New Haven: Yale University Press, 2019)

**Philippe Folliot** (Sénateur du Tarn, spécialiste des questions marines et ultramarines. Vice-pt de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Pt de la délégation française, membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et forces armées) : *Ma France – Cent discours pour convaincre* (Éditions la Bibliothèque, 2019)

**Philippe T Georgel** : *Genetic and epigenetic determinants of diffuse large B-cell lymphoma*, article, Tanner Bakhshi, Philippe T Georgel (Blood Cancer Journal, Déc 2020)

**Serge Guérin** (sociologue, consultant, spécialiste des questions liées au vieillissement et à la « seniorisation » de la société, des enjeux de l'intergénération et des théories du care via la notion d'accompagnement et d'écologie sociale. Professeur à l'INSEEC Paris, directeur du Master "Gestion des établissements de santé", enseignant en Master Politiques gérontologiques à Sciences Po Paris, chercheur associé au Centre Edgar Morin (iiAC - EHESS-CNRS): *Afrique, jeunesse, innovations : des pistes pour inventer le xxie siècle*, avec Jean-Louis Martinez (Ed Micro Application, Juin 2020)

**Thierry Libaert** (universitaire, expert en communication des organisations et de crise, directeur scientifique de l'Observatoire international des crises, membre du Comité économique et social européen) : *Quelles sciences pour le monde à venir? Face au dérèglement climatique et à la destruction de la biodiversité*, ouvrage collectif, sous la direction d'Alain Grangean et Thierry Libaert, conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot (Odile Jacob, nov. 2020) ; *Des Vents porteurs. Comment mobiliser (enfin) pour la planète* (Editions Le Pommier, sept 2020) ; *La communication de crise*, 5<sup>ème</sup> édition (Dunod, fév.2020).

**Philippe Raynaud** (politologue, professeur des Universités, univ Panthéon-Assas) : *Le juge et le philosophe*, 2<sup>ème</sup> édition, Essais sur le nouvel âge du droit (Armand Colin, août 2020). A venir en 2021: *La pensée politique de Shakespeare*, Allan Bloom (Auteur), Harry V. Jaffa (Auteur), Philippe Raynaud (Préface)

**Benjamin Stora** (historien, chercheur, Professeur émérite des Universités) : *Une mémoire algérienne* (Robert Laffont, Coll Bouquins, 2020) ; *Retours d'Histoire, l'Algérie après Bouteflika* (Bayard, 2020)

**Philippe Folliot** (sénateur du Tarn, Pt de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ; pt du GSM (Groupe spécial Méditerranée) à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ; ancien maire de Saint Pierre de Trivisy) pour *Ma France – Cent discours pour convaincre* (éditions La Bibliothèque, déc 2019)

## ACTIVITES

L'activité du PRé avait été jugée « assez contrastée » sur la période allant de septembre 2018 à décembre 2019. Exigeants envers nous-mêmes, parfois plus que de raison, nous avons jugé que notre capacité à faire de la production opérationnelle avait été plus durement éprouvée que lors de la période précédente. Force est de constater que nous ne sommes pas encore à la hauteur du choix opéré fin 2017 d'ajouter le « *do* » à notre Think tank en essayant de continuer à produire du contenu, d'organiser des événements nouveaux et d'assister le cas échéant, pour le moins de conseiller, des acteurs locaux dans leur politique du *Faire*.

Certes, il n'est pas douteux que sur la dernière période, la Covid 19, les confinements et le couvre-feu aient ralenti, mis entre parenthèses, quand ce ne fut pas tout simplement interdit nos activités externes, et affecté notre relationnel avec nos correspondants institutionnels, associatifs, sociaux et économiques.

Il reste que la curiosité et l'intérêt pour le PRé ne semble pas diminuer. Même si nous devons reconnaître ne pas avoir encore atteint nos objectifs d'il y a deux ans visant à instituer un cadre de travail collaboratif pérenne avec les sympathisants.

Le défi reste grand : continuer à séduire par l'ambition du PRé de tenter à la fois de coller aux questions posées par l'actualité et de privilégier un *Slow Thinking*.

Reconnaissons aussi que le chamboulement provoqué par les élections de 2017 n'en finit pas de continuer de faire turbuler nombre de sympathisants, comme nous le disions déjà en 2019, toujours à la recherche de nouvelles marques politiques, chez qui on note plus de doutes et de lassitude, voire par moment de renoncements que de certitudes. Mais peut-on les en blâmer ?

C'est dans ce contexte éprouvant que le PRé, sans se départir de sa position initiale de ne pas pratiquer la chasse à l'adhérent cotisant, doit s'efforcer malgré tout de préserver son « capital associatif », en continuant de valoriser au mieux son savoir-faire particulier dont il dispose dans son domaine, mais aussi son aptitude à solliciter des contributions internes et externes.

Comme chaque année, nous ferons ici l'économie de la comptabilisation du « bénévolat de direction », c'est-à-dire du bénévolat d'animation : celui effectué par les membres du conseil et du comité exécutif (Bureau) au profit de l'organisation de base et du fonctionnement institutionnel du PRé, que ce soit en termes de nombre de personnes impliquées dans les activités ou de temps consacré, le travail sur la production, les projets, les relations extérieures et la gestion administrative. Ce point a déjà été abordé dans le cadre des réunions du conseil.

On peut cependant noter qu'il est moindre par rapport à 2018 et 2019. Globalement pour les mêmes raisons explicitées lors de la présentation du Rapport d'activités 2019.

### Evènements

La production opérationnelle du PRé a donc été en 2020 à l'arrêt complet. Pour cause de Covid 19, aucun diner-débats ou de RDV physiques à partir de début mars, et pas d'avancées s'agissant les *Cercles de la Transition écologiques*.

On peut cependant noter que le PRé est intervenu, a participé, assisté à plusieurs événements physiques et virtuels grâce à la disponibilité de membres du conseil ou du conseil scientifique, ou par le biais de l'engagement personnel de membres du conseil et du CS.

Ainsi notamment :

#### **Boma Momentum** (27 janvier 2020)

« Penser le monde / Panser la planète », organisé par le club Boma France à l'occasion de sa soirée annuelle.

#### **Convention citoyenne pour le Climat** (16 novembre 2019, troisième session)

**Webinaire avec Bruno Latour** (18 mai 2020)

Organisé par l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne. Le professeur émérite associé au médialab de Sciences Po, philosophe et sociologue, a lancé un appel à "imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise" pour aller vers une société plus écologique et plus solidaire.

**Conférence Crises et transformation** (23 octobre 2020)

Une initiative du CNAM à laquelle participait Jean Jouzel, Ronan Dantec...  
Comment les crises peuvent-elles réellement amener des transformations.

**Colloque OOH 2020** (Out Of Home, pour signifier la publicité extérieure) (18 nov 2020)

Offre Media et l'ensemble des acteurs de la chaîne de l'affichage traditionnel ou numérique se sont réunis pour parler des tendances de la publicité extérieure.  
Thierry Libaert a participé à une séquence sur les enjeux environnementaux dans la publicité extérieure.

**Sommet de la durabilité programmée** (27 novembre 2020)

Bilan de 5 ans de lutte contre l'obsolescence programmée, organisé par l'association Halte à l'Obsolescence programmée (HOP)  
Thierry Libaert est intervenu dans le cadre d'une discussion avec Laetitia Vasseur, la déléguée générale de cette association.

**Nous pouvons également noter, et nous en féliciter, que des membres du PRé, de son CS se sont vus confier des missions officielles et ont été ou en passe de l'être à l'initiative de mesures publiques significatives :**

**Thierry Libaert** (universitaire, membre du Conseil économique et social européen) chargé (avec Géraud Guibert, conseiller maître à la Cour des comptes) par la ministre de la Transition écologique de formuler des recommandations d'évolution de la publicité afin de l'inscrire dans la logique de la transition écologique, a remis son rapport en juin 2020.

**Benjamin Stora** (historien, professeur émérite des Universités) a été chargé en juillet 2020 par le Pt Macron de « dresser un état des lieux juste et précis du chemin accompli en France sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie » avec l'objectif de tenter de sortir la relation franco-algérienne de la paralysie mémorielle et tendre vers une réconciliation durable. Il devrait remettre son rapport d'ici janvier 2021.

**Guillaume Vuilletet** (co-fondateur et Pt d'honneur du PRé) : Chargé par le Premier ministre d'un rapport sur la lutte contre l'habitat indigne. Ce rapport intitulé « Simplifier les polices de l'habitat indigne - Promouvoir l'habitabilité durable pour tous » a été remis le 8 oct 2019 au PM Edouard Philippe.

Il est aussi le co-auteur (avec Aurélien Prédié), entre autres, d'un rapport parlementaire d'information (n° 3431) daté du 14 octobre 2020, visant à agir contre les violences au sein de la famille.

Nous saluons ainsi plus spécifiquement son action contre les violences conjugales qui l'ont conduit à soutenir en oct. 2019 la proposition de loi ou figure notamment la mise en place de bracelets électroniques antirapprochement à destination des conjoints violents, qui a été votée à l'unanimité. Guillaume Vuilletet est notamment à l'origine de l'amendement adopté prévoyant que l'acquisition et la détention d'une arme sont interdites aux personnes visées par une ordonnance de protection.

**CONSEIL SCIENTIFIQUE (CS)**

Le conseil scientifique a en charge d'amplifier la réflexion et d'aiguiller l'approfondissement des travaux du PRé. Ses membres participent, à titre bénévole, à la production des analyses, des idées et des propositions du PRé. Sa composition actuelle est la suivante :

**Timothy Adès** (poète traducteur britannique, spécialiste de la versification, des rimes et des mètres, en français, espagnol, allemand et grec. Promoteur de Victor Hugo, Robert Desnos, Jean Cassou, d'Alberto Arvelo Torrealba, du poète vénézuélien des Plaines, du mexicain Alfonso Reyes, de Bertold Brecht et de Sikelian. Ecologiste, signataire notamment de la pétition internationale contre l'empreinte massive sur les forêts, le climat et les personnes du géant américain Tyson Foods.); **Jacques Archimbaud** (ancien vice-président de la Commission nationale du débat public (CNDP) et président de la commission particulière du débat public (CPDP) sur la révision de la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'énergie). Fondateur et dirigeant de différents réseaux de l'économie alternative et solidaire, participant des premières initiatives de développement local, il a occupé les postes de conseiller technique puis de conseiller auprès de Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'environnement et de chargé de mission dans celui d'Yves Cochet dans le même ministère. (1998/2002) et plus tard de directeur adjoint du cabinet du ministre chargé de l'Égalité des territoires et du logement. ); **Pierre Bouchacourt** (expert en aménagement du territoire, commerce et distribution, économie sociale, industries de santé, logement, parlement et collectivités territoriales, sécurité. Directeur associé du cabinet Lysios Public Affairs); **Véronique Anastasie** (ingénieure qualitatrice agroalimentaire et restauration, microbiologiste, mycologiste des aliments, eau, air, terre; experte-consultante formatrice des techniques sensorielles & du goût (au service des agriculteurs, des métiers de bouche et du monde culinaire); **Henri Bergeron** (sociologue, enseignant chercheur CNRS, membre du Centre de Sociologie des Organisations (CSO). Co-titulaire chaire "numérique, organisations et affaires publiques" à Sciences Po, directeur du master *Organisations et Management des Ressources Humaines*, d'Axé Santé (Laboratoire Interdisciplinaire d'Évaluation des Politiques Publiques) et coordinateur scientifique de la Chaire Santé de Sciences Po-FNSP); **Vincent Brossel** (responsable du Pôle communication de la CIMADE. Co-Pt du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement). Ancien directeur de Peuples Solidaires - ActionAid France; directeur de l'information de CCFD Terre Solidaire, ancien responsable de la section Asie- Pacifique de RSF; responsable Pôle Communication & développement des ressources privées & sensibilisation de la Cimade); **Jean-Marc Brûlé** (directeur co-fondateur de Green Lotus, ONG de promotion du développement durable en Asie. Secrétaire national adjoint des Verts chargé des élections, des élus et des institutions 2008-11); **Vincent de Bernardi** (directeur de la communication du Medef, après avoir été directeur de la communication et des relations institutionnelles de CCI France de 2012 à 2018. Ancien journaliste, il a été conseiller du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, directeur du Service d'Information du Gouvernement (SIG) et DG du Syndicat de la Presse Quotidienne Régionale SPQR); **Daniel C. Esty** (professeur de droit et de politique environnementale à l'Université de Yale, directeur du Yale Center for Law and Environmental Policy et administrateur du Center for Business and the Environment à l'Université de Yale qu'il a fondé en 2006; ancien Commissaire à l'énergie et à la protection de l'environnement pour l'État américain du Connecticut. Ancien missi dominici Climat, Environnement, Economie verte du président Barack Obama et négociateur US dans les sommets internationaux, après avoir été son conseiller lors de la Présidentielle de 2008 sur les questions énergétiques et environnementales au sein de l'équipe de campagne, puis au sein de l'équipe dite de « transition présidentielle » mars 2007-janvier 2009); **Philippe Folliot** (sénateur du Tarn, spécialiste des questions marines et ultramarines; Pt de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et membre de la commission de la Défense et des Forces armées; Pt de l'Alliance centriste); **Philippe T Georgel** (professeur agrégé en biochimie et biologie moléculaire à l'Université Marshall (Huntington en Virginie-Occidentale, Etats-Unis) dans le Département des sciences biologiques. Participe à un projet de recherche scientifique *The Appalachian Freshwater Initiative* (AFI), qui consiste, en Virginie occidentale, avec une équipe de biologistes, d'écologistes, d'ingénieurs écologues, de pharmaciens-chimistes et de géologues, à comprendre et à détecter les effets écologiques et biologiques des polluants dans l'eau, sous l'effet des scénarii variant du changement climatique); **Jean-Patrick Gille** (spécialiste des questions de formation professionnelle et d'insertion des jeunes. Pt de l'Union nationale des missions locales - UNML - (depuis 2009), président-fondateur de l'Institut Bertrand Schwartz, spécialisé sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (depuis 2011). Ancien député (PS) d'Indre et Loire, vice-président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale, il fut rapporteur du budget Travail-Emploi pour le groupe des députés socialistes, médiateur en 2014 dans le conflit des intermittents. Anciennement membre des Amis de la Terre 1981); **Serge Guérin** (Sociologue, consultant, spécialiste des questions liées au vieillissement et à la «seniorisation» de la société, des enjeux de l'intergénération et des théories du care via la notion d'accompagnement et d'écologie sociale. Professeur à l'INSEEC Paris, Directeur du Master "Gestion des établissements de santé", enseignant en Master Politiques gérontologiques à

Sciences Po Paris, chercheur associé au Centre Edgar Morin - iiAC - EHESS-CNRS) ; **Nathalie Krikorian-Duronsoy** (philosophe, analyste du discours politique et des idéologies. Ancienne chargée de recherche sur les «discours d'extrême droite» au Laboratoire de Lexicologie Politique de l'ENS-St Cloud-CNRS. Chroniqueuse à *Atlantico*) ; **Christophe Leguevaques** (spécialiste dans le droit des catastrophes et les risques. Avocat au barreau de Paris et de Toulouse, associé gérant de la cLé, réseau d'avocats. Promoteur des actions collectives à la française en matière notamment de crédit bancaire, de risque écologique et sanitaire, fondateur de la plateforme *mysmartcab*) ; **Thierry Libaert** (expert en communication des Organisations, Chef de mission Développement Durable à EDF. Membre du Comité Economique et Social Européen (rapporteur de l'avis du CESE du 17-10-2013 relatif à l'obsolescence programmée, premier texte européen à se prononcer sur ce sujet. Membre du conseil d'administration de l'Institut des futurs souhaitables, membre du Conseil de l'éthique Publicitaire (CEP)) ; **Doris Lucas** (économiste, consultante en développement économique et ingénierie de projets. Secrétaire générale du Club des Entreprises du Grand Paris. Trésorière de l'IHedM - Institut des Hautes Etudes des Métropoles (Réseau de dirigeants Métropolitains Publics et Privés ; ancienne directrice chez BVA ; consultante auprès de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), agence spécialisée des Nations Unies) ; **Yvan Pavis** (responsable RH du Groupement d'Intérêt Public - GIP " Réinsertion et Citoyenneté ". Ancien Secrétaire général de l'Institut National de la Consommation - INC) ; **Bernard Pignerol** (artiste peintre, conseiller d'Etat. Président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile. Membre du Bureau de France Terre d'Asile) ; **Philippe Raynaud** (philosophe et politologue. Professeur des universités en philosophie politique à l'université de Paris-II Panthéon-Assas, Philippe Raynaud enseigne également à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), au Centre de recherches politiques Raymond Aron, ainsi qu'à Sciences Po. Membre de l'Institut Universitaire de France; membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire*) ; **Jean-Claude Ribaut** (architecte, écrivain. Chroniqueur gastronomique à GMag Hebdo, Gastronomie magazine, journal d'informations comestibles web et print, collaborateur de *Dandy* magazine et correspondant à Paris du magazine suisse *Plaisirs* après avoir officié au journal *Le Monde* pendant plus de 20 ans) ; **Pierre-Alain Roiron** (maire de Langeais - Indre et Loire - conseiller régional Centre Val de Loire. Pt du CRT (Comité régional du tourisme) du Centre-Val de Loire ; administrateur de Tours Val de Loire Tourisme. Membre du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle, du Conseil national de l'Éducation, et du Conseil national du développement culturel des territoires. Vice-pt de l'Association des Maires de France -AMF)) ; **Kenneth G. Ruffing** (spécialiste en développement international et politique environnementale. Après une longue carrière aux Nations Unies, Kenneth G Ruffing a été directeur adjoint et économiste en chef de la direction de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques - OCDE, puis coordinateur du projet «Perspectives économiques en Afrique » OCDE, AfDB, ECA, PNUE) ; **Benjamin Stora** (historien, professeur émérite des universités, documentariste, spécialiste de l'histoire du Maghreb contemporain (XIXe et XXe siècles), des guerres de décolonisations, et de l'histoire de l'immigration maghrébine en Europe) ; **Victor Prudent Topanou** (politologue ; ancien directeur de l'Ecole doctorale des Sciences juridiques, politiques et administrative de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin), ancien Chef du département de sciences politiques de la faculté de droit et de Sciences politiques d'Abomey-Calavi et directeur du CREA, centre de recherche en sciences politiques. Membre du comité scientifique de l'Institut International de Recherche, Politique de civilisation créée sous la présidence d'Edgar Morin; membre du *groupe de Fribourg* (artisan de la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels de 2007 « Déclaration universelle des droits culturels ») et correspondant de l'Observatoire de la Diversité et des droits culturels - Organisation Internationale de la Francophonie) ; **Frédéric Vigouroux** (maire de Miramas ville labellisée ECOCERT, conseiller départemental des Bouches-du-Rhône. 1er vice-président du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, délégué à l'économie et à la cohésion sociale. Pt du conseil d'administration de l'Agence Nationale du Chèque Vacances (ANCV); membre du conseil d'administration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine - ANRU).

## MOYENS

Le PRé ne dispose d'aucun salarié, aucun permanent. Il ne peut compter que sur le seul engagement bénévole et la bonne volonté de ses membres et le soutien des sympathisants et amis. Ce qui oblige particulièrement les membres du conseil (CA) et du comité exécutif (Bureau).

Il a cependant des besoins. La question du budget de fonctionnement reste d'actualité pour poursuivre, encourager la production, et surtout se préparer dans la perspective d'un retour à la normale, une fois les contraintes sanitaires liées à la Covid 19 levées, à réorganiser les RDV institutionnels du PRé, faire vivre notre cycle de diners-débats, amorcer celui des *Cercles de la Transition écologique* (dédiés au monde de l'entreprise), d'ici-là pour financer nos webinaires, la documentation, le développement et la maintenance du site web, animer le conseil scientifique et coordonner ses recommandations (en termes de sujets de réflexion et de programme d'activités). Egalement pour soutenir notre volonté d'entretenir des relations, voire d'amorcer des collaborations, avec des think tanks & fondations et le monde intellectuel au sens large.

Au plan des ressources humaines, les besoins immédiats restent a minima : 1 community manager / webmestre et/ou 1 développeur, 1 animateur du blog et/ou 1 animateur de la page FB du groupe PRé ; 1 responsable des Notes de lectures ; 1 responsable des Ressources documentaires.

Et 1 responsable de projet pour *les Cercles de la Transition écologique*.

En parallèle de la recherche de moyens financiers et de nouveaux moyens humains, il est utile d'intéresser de nouveaux « coopérateurs » (issus des sympathisants actuels ou potentiels ou des *Amis du PRé*). Comme de solliciter de nouveaux contributeurs réguliers et/ou ponctuels.

Le PRé est à la recherche des profils suivants pour son CS ou son réseau de contributeurs : 1 philosophe des sciences et techniques ; 1 risk manager risque climatique ; 1 agroécologue / ingénieur écologue ; et si possible, 1 océanographe, 1 astrophysicien (en cours), 1 entomologiste. Accessoirement 1 juriste en droit de l'environnement (en cours) et 1 spécialiste de la finance solidaire et du financement participatif.

La « structure » financière actuelle garantit certes son indépendance. Mais pauvre comme Job, le PRé reste fatalement limité quant à ses ambitions et ses envies de réalisations. Il serait peut-être temps que le PRé envisage de travailler à des conventions avec des acteurs publics et privés qui permettraient de financer des missions d'études, de conseil et d'accompagnement, le cas échéant avec des organismes de recherches, sans le contraindre plus que de raison dans ses choix éditoriaux et d'orientation. La question mérite d'être mise sur la table.

## Communication

Nous avons toujours autant conscience qu'optimiser la visibilité du PRé et renforcer sa légitimité reste plus que jamais un travail au long court qui nécessite un travail coopératif et collaboratif consistant et un maillage fort dont il faut avoir en permanence en tête la nécessité. L'effort particulier que nous avons fourni depuis 2015 doit donc être poursuivi. Mission remplie s'agissant de sa visibilité hors hexagone, comme nous l'avons vu précédemment, mais qui doit être renforcée sur le territoire. Il faut **donner plus de retentissement au PRé**.

De ce point de vue, il nous faut moderniser nos moyens de communication en direction des sympathisants actuels ou potentiels, en leur ménageant la possibilité de contribuer aux activités du PRé, sur la durée ou ponctuellement, selon leurs envies et leurs disponibilités, en choisissant à la carte ce qui leur convient, sans devoir se coltiner les réunions et les contraintes statutaires.

Il est également impératif d'améliorer l'ergonomie et le design de notre site, ce qui avait été programmé l'an dernier, mais qui n'a malheureusement pas pu être mené à bien. L'idée générale étant d'améliorer l'architecture du site, sa fonctionnalité ; en faisant évoluer également la bannière dont le graphisme « naïf » n'apparaît plus dans l'air du temps. Mieux organiser le site donc, afin de pouvoir s'y retrouver facilement par thèmes, classer et hiérarchiser les publications. Tout en apportant un soin nouveau à la mise en page, au calibrage des textes pour un meilleur confort de lecture, une meilleure homogénéité et au final une meilleure attractivité et un référencement renforcé du PRé (Voir annexe 2).

Ces nouveaux moyens doivent pouvoir répondre au désir des membres et des sympathisants de produire du changement, à leur envie de penser de manière collaborative, à leur envie d'agir, d'influer sur les décisions publiques.

Nous avons créé en 2018 un compte twitter, complétant ainsi le site et la page FB.  
Sans doute d'autres outils sont à envisager.

On peut relever que sur les 60 derniers jours, le site du PRé (hors page FB) a reçu la visite de 511 visiteurs, pour 789 pages visitées, dont 34% (contre 43% à la même époque en 2019) l'ont été via des téléphones mobiles et des tablettes.

Alors certes, tout ceci reste très modeste en regard de « l'hénaurmité » d'autres thématiques, notamment animalière, réalité alternative, complotiste, ou encore bricolage et cuisine & gastronomie qui prospèrent sur la toile...

Une amélioration de notre visibilité a consisté à utiliser des *Tags*, ce que nous avons commencé à faire depuis un an, mais avec une « virtuosité » qui trahit notre manque d'expérience en la matière.

Sans compter d'autres moyens qui existent, pour *booster* le trafic sur nos supports de communication électronique, opérer des redirections d'URL permettant d'orienter nos visiteurs vers une autre sous-page, sans modifier l'adresse web existante. Un point positif apparemment pour les moteurs de recherche que nous ne pouvons négliger.

Cela fait maintenant trois ans que nous avons réalisé la nécessité de nous inscrire plus largement dans ce mouvement de « *civic tech* », qui veut mettre les outils numériques au service d'une participation plus large des citoyens à la vie publique. On le voit bien, les mobilisations citoyennes passent désormais beaucoup par des usages numériques. Il faut faire avec ce double mouvement que tout un chacun peut constater : d'un côté la prise de conscience, à tous les niveaux de la décision politique, de la nécessité de consulter plus en continu les citoyens et de l'autre, l'envie croissante des citoyens de participer plus activement à la vie démocratique. Les Civic Tech permettent cette dynamique, cette réintermédiation sans laquelle il est aujourd'hui quasi impossible de recréer du lien à un niveau important. C'est en cela qu'elles peuvent être un des moyens du renouvellement démocratique.

Cela a du reste commencé, il suffit de voir « le Grand Débat national », la *Convention citoyenne pour le climat*, qui se sont appuyés sur des outils de la Civic Tech. Des maires s'y mettent également. Il nous faut donc apprendre à utiliser plus systématiquement ces outils afin d'élargir notre audience et susciter une participation plus large des sympathisants du PRé, élargir ce faisant le cercle des coproducteurs du PRé, et encourager le passage vers des plateformes de partage des données ou de consultations. Ce que nous avons commencé à faire, mais de manière trop artisanale et beaucoup trop lentement.

D'ici-là, 2021 doit être l'année où nous devons utiliser davantage les podcasts, programmer des visio conférences au-delà du cercle des membres du conseil (le + : autorisent un échange total entre les participants grâce à une communication à double sens et en temps réel), des webinaires (communication plutôt à sens unique, les participants peuvent interagir directement, de manière limitée, avec la personne qui anime la conférence), et envisager peut-être des événements virtuels si nous en avons la capacité (le + : possible sur plusieurs jours ; nécessite un travail de préparation, également d'être à l'aise avec les logiciels de visioconférence et de s'assurer qu'ils acceptent un grand nombre de participants. Comme de disposer d'une connexion internet stable pour limiter les décrochages).

Ce parti pris est d'autant plus aisé que nous ne nous considérons pas comme les seuls « praticiens », y compris sur nos sujets de prédilection. Nous essayons simplement de faire ce qui est la vocation du PRé, modestement, en toute oblativité.

La question est donc bien celle-là : comment solliciter toute cette intelligence collective qui se situe hors le périmètre du PRé qui ne demande qu'à s'exprimer ?

Elle est aussi de considérer que nous n'avons pas le choix : le numérique, la Covid 19 et ses variants, les risques pandémiques qui n'iront pas forcément en s'amenuisant, changent la donne pour tout le monde et obligent à revoir nos moyens de communiquer, comme de coproduire des idées, des solutions, des propositions.

## CONCLUSION

Le bilan d'activités du PRé nous appelle à ne pas nous laisser engluer sous l'effet léthargique lié à la situation sanitaire et à de probables nouvelles contraintes, en produisant dans la durée contenu, analyses, idées, propositions. En suscitant un meilleur travail coopératif en interne et plus largement collaboratif en externe, en augmentant le nombre de nos contributions, comme celui de ses rédacteurs.

L'idée de décliner notre projet au plan local, y compris concrètement dans ses aspects touchant au rythme et à la soutenabilité sociale de la transition écologique, énergétique et solidaire, à partir des besoins ressentis ou recueillis sur le terrain reste à transformer.

Les prochaines élections régionales, présidentielle et législatives nous en donnent l'occasion.

Nous pourrions souligner, en conclusion de ce rapport d'activité, - qui tient aussi du rapport moral - ce que nous avons dit l'année dernière à la même époque à propos de cet élément de distinction qui nous caractérise: le PRé est un peu à l'univers des clubs, think tanks et autres groupes de réflexions, ce que le potimarron, emblématique de l'automne, est à la famille des cucurbitacées : des atouts, du goût, une taille pas trop intimidante, une texture idéologique ferme, une peau qui se laisse manger et un maximum de vitamines (de sens), et autres oligoéléments et acides aminés essentiels pour une réflexion roborative.

Nous pourrions dire plus, en ajoutant, souriants : - modeste, comme le potimarron, il ne prend pas (trop) le melon (sic !)